



TYPHANIE AFSCHRIFT
PROFESSEURE
ORDINAIRE À L'ULB

Despotes, mais pas éclairés

I l y a des petites déclarations de personnes pas nécessairement importantes qui présentent en revanche une très grande valeur symbolique. Ainsi le ministre régional bruxellois Pascal Smet a récemment déclaré : “ Si le projet est bon, tu le fais malgré la volonté des gens. Et à la fin, ils sont contents ”. Ce n’est pas une déclaration fortuite parce que le même ministre avait déjà fait deux déclarations quasiment identiques en 2018. Par ailleurs, il s’est signalé par une politique effectivement autoritaire des cabinets qu’il a dirigés, qui sont fort importants à Bruxelles : la mobilité et l’urbanisme, successivement.

On peut se demander quelle est la légitimité, en démocratie, d’une personne détenant une autorité par le mandat du peuple et qu’elle exerce malgré l’opposition de la majorité de celui-ci. C’est d’autant plus vrai dans le cadre de ce ministre-là. Elu d’un petit parti (Vooruit) avec très peu de voix, il ne doit son élection au Parlement bruxellois et sa désignation en tant que ministre qu’aux règles très particulières, et très peu démocratiques, relatives à la surreprésentation de la petite minorité flamande, tant au Parlement que dans l’exécutif bruxellois. Pascal Smet peut difficilement revendiquer une forte légitimité démocratique avec le pourcentage assez misérable de voix qu’il a recueillies.

Mais même s’il avait été élu avec une confortable majorité, est-ce que cela lui permettrait de faire le contraire de ce que veut cette majorité pour mener une politique à sa guise ? Il en a certes le pouvoir sur le plan légal, tant que le Parlement lui maintient sa confiance. Mais il n’y a rien qui justifie que, sachant qu’une mesure est rejetée par ses électeurs, il cherche à l’imposer quand même.

Sans doute cette personne s’imagine-t-elle d’un niveau supérieur qui lui permettrait de savoir mieux que quiconque si “ un projet est bon ”. Si la population pense le contraire, en

démocratie, cela devrait vouloir dire qu’un projet n’est pas bon. Sinon, il s’écarter d’une légitimité démocratique, pour essayer de la trouver dans une prétendue supériorité intellectuelle qu’il s’arroge et que rien ne permet de démontrer. Y a-t-il vraiment des raisons de penser qu’il sait mieux les choses que la population ? En quoi serait-il supérieur, pour se permettre d’imposer ses vues personnelles, en considérant que seul lui sait si un projet est bon ?



On peut se demander quelle est la légitimité, en démocratie, d’une personne détenant une autorité par le mandat du peuple et qu’elle exerce malgré l’opposition de la majorité de celui-ci.

Historiquement, cela s’appelle du “ despotisme ”. Sans rechercher une majorité, divers monarques ont ainsi, à l’image de Joseph II d’Autriche dans nos contrées, cru qu’ils pouvaient imposer leur point de vue parce qu’eux, ils savaient mieux que tout le monde. Parfois, par hasard, il s’est avéré qu’ils avaient peut-être raison. Dans d’autres cas, il n’en était pas ainsi. Ils se sont arrogé le titre de despotes “ éclairés ”, reconnaissant par là qu’ils étaient des tyrans mais soutenant, par une démarche utilitariste avant l’heure, qu’ils faisaient le bien. Jamais ce n’étaient des démocrates. Le problème, c’est que ce sont eux-mêmes qui se prétendent “ éclairés ”... et que c’est rarement le cas, pour Joseph II comme pour Pascal Smet, petit tyran aux grandes ambitions et à l’ego décidément surdimensionné. **t**